



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
520, allées Henri II de Montmorency  
CS 69007, 34064 MONTPELLIER Cedex 02

**ARRETE N°2015-1-1943**

**OBJET :** Installations classées pour la protection de l'environnement - Carrières  
Changement d'exploitant  
Société CMF Products – Commune de CARLENCAS-ET-LEVAS

**Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault**

- Vu** le livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) - Titre I<sup>er</sup> (Installations classées pour la protection de l'environnement) du Code de l'environnement, notamment les articles R 512-68 et R 516-1 ;
- Vu** l'arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 291 du 26 décembre 1984 autorisant la Société des Ciments Français à exploiter une carrière de sables dolomitiques sur le territoire de la commune de CARLENCAS-ET-LEVAS aux lieux-dits « Combelongue », « Roqueronde » et « Maillourène » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 88-1-0188 du 19 janvier 1988 actant du changement d'exploitant de la carrière au profit de la société CALCIA ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 92-1-0067 du 13 janvier 1992 actant du changement d'exploitant de la carrière au profit de la société PRODICAL SA ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 96-1-0576 du 12 mars 1996 autorisant la société PRODICAL SA à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une nouvelle durée de 15 ans ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 97-1-057 du 8 janvier 1997 actant du changement d'exploitant de la carrière au profit de la société CARMEUSE France ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 99-1-971 du 26 avril 1999 instaurant la constitution de garanties financières pour la poursuite de l'exploitation de la carrière ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-1-2460 du 15 novembre 2012 autorisant la société CARMEUSE France à poursuivre l'exploitation de ladite carrière pour une nouvelle durée de 20 ans ;
- Vu** la demande en date du 29 juin 2015 de monsieur José GARCIA, agissant en qualité de Président de la société CMF Products, dont le siège social est situé 91, Avenue d'Acqueville à VILLENES-SUR-SEINE (78670), sollicitant le transfert de l'autorisation accordée pour l'exploitation de la carrière implantée sur le territoire de la commune de CARLENCAS-ET-LEVAS au bénéfice de la société CMF Products ;
- Vu** l'ensemble des pièces du dossier de demande ;
- Vu** l'avis du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées ;
- CONSIDÉRANT** que la société CMF Products est une filiale à 100 % de la société OMYA SAS appartenant au groupe OMYA ;

CONSIDÉRANT que la société CMF Products dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour la reprise de l'exploitation de la carrière de sables dolomitiques et de dolomies implantée sur la commune de CARLENCAS-ET-LEVAS ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault,

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet**

La société CMF Products dont le siège social est situé 91, Avenue d'Acqueville à VILLENES-SUR-SEINE (78670) , est autorisée à se substituer à la société CARMEUSE France pour l'exploitation de la carrière de sables dolomitiques et de dolomies située sur le territoire de la commune de CARLENCAS-ET-LEVAS, aux lieux-dits « Combelongue » et « Roqueronde ».

La société CMF Products bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées à l'arrêté préfectoral n° 2012-1-2460 du 15 novembre 2012 précisant les conditions d'exploitation de cette même carrière.

Tout nouveau changement d'exploitant fait l'objet d'une demande d'autorisation comprenant les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

### **ARTICLE 2**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de CARLENCAS-ET-LEVAS et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis au public est inséré par les soins de Monsieur le Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département et affiché dans la mairie de CARLENCAS-ET-LEVAS pendant une durée d'un mois à la diligence de Monsieur le maire de CARLENCAS-ET-LEVAS qui devra justifier au Préfet de l'Hérault de l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'Etat : [www.herault.gouv.fr](http://www.herault.gouv.fr)

### **ARTICLE 3**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement susvisé :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement et dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Une copie conforme est adressée à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Languedoc Roussillon et à Monsieur le maire de CARLENCAS-ET-LEVAS.

#### ARTICLE 4

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement.

#### ARTICLE 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,  
Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Languedoc Roussillon,  
Monsieur le Maire de CARLENCAS-ET-LEVAS,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 13 NOV. 2015

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB